

JOURNAL DE ST-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG

	Un an	Trois mois	Six mois	Un trimestre
Russie (Saint-Petersbourg, Moscou, Odessa, etc.)	2 r. 50 k.	1 r. 50 k.	1 r. 25 k.	1 r. 10 k.
Europe (Paris, Londres, Vienne, etc.)	3 r. 50 k.	2 r. 50 k.	2 r. 25 k.	1 r. 50 k.
Amérique (New York, San Francisco, etc.)	4 r. 50 k.	3 r. 50 k.	3 r. 25 k.	2 r. 50 k.

En ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.
à l'extérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER.
Les abonnements datent du 1^{er} du mois; leur durée ne doit jamais dépasser 12 mois.
Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour impériale, au pont de Police et à l'administration du journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péronok, 15.
Abonnements pour l'extérieur: adresser les lettres à l'administration du journal, Maximilianovsky péronok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au-dessus.
Abonnements pour l'extérieur: adresser les lettres à l'administration du journal, Maximilianovsky péronok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

ADMINISTRATION. — REDACTION.

Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péronok, maison Dousaux, n° 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non affranchies sont refusées.
Non abonnés de l'intérieur: sont priés d'accompagner leurs lettres d'un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.
PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG
ANGLAISES ET AFFICHES 10 cop. la ligne.
RECLAMES 25
FAITS DIVERS 75

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 14 février.

DECORATIONS. Ordre de Sainte-Anne de la première classe, au général-major à la suite de l'artillerie à pied de campagne Bogoslavsky, attaché au ministère de la guerre. (Rescrit du 12 février.)

Ordre de Saint-Stanislas de deuxième classe, avec la plaque, au colonel de l'état-major de Prusse Leschinsky, et l'ordre de Sainte-Anne de la troisième classe au major de l'état-major de Prusse de Kler. (Ouk. imp. du 12 février.) (Messager officiel.)

Le 16 janvier, sanctionnant des décisions du conseil de l'Empire, S. M. l'Empereur a daigné ordonner de compléter le tableau du personnel du département de cassation du sénat dirigeant par l'adjonction d'un substitut du premier procureur au département civil, et celui de la cour de justice de St-Petersbourg par la création d'un poste de président de chambre, de cinq emplois de membres, de deux de greffiers en second et d'un de substitut de procureur. (Bulletin des lois.)

Le 9 janvier, sanctionnant une décision du conseil de l'Empire, S. M. l'Empereur a daigné ordonner de convertir en fonctions permanentes les cinq postes temporaires de substitut de procureur au tribunal d'arrondissement de St-Petersbourg et d'y maintenir pendant l'année 1873 les six juges d'instruction temporaires attachés à ce tribunal. (Idem.)

Le 5 janvier, sur un rapport du ministre de l'intérieur, S. M. l'Empereur a daigné accorder la remise jusqu'à nouvel ordre des arrérages de recrutement pour les années 1870, 1871 et 1872 aux populations rurales et urbaines du gouvernement de Smolensk et aux paysans du district de Kholm, gouvernement de Pskov. (Idem.)

Le 12 janvier, sur un rapport du même ministre, S. M. l'Empereur a daigné ordonner d'exempter des obligations de recrutement pour cette année les paysans des baillages ci-dessous du district de Klimovitch (gouvernement de Mohilev), savoir: Kostukovitch, Berezkow, Timonov, Khotovige, Schoumitch et Miloslavitch. (Idem.)

Le 5 janvier, sur un rapport du ministre des finances, S. M. l'Empereur a daigné ordonner de maintenir pour la navigation de cette année les réductions de droit de tonnage établies par des ordres supérieurs du 12 mars 1871 et du 10 mars 1872 pour les ports de Liban, de Ravel et le port Baltique pour les années 1871 et 1872; le ministre des finances est autorisé en même temps à étendre cette mesure au port de Windau, si la demande en est faite par la corporation marchande de cette ville. (Idem.)

Le Bulletin des lois publie: 1° Les Règles provisoires pour le transport des postes par chemins de fer, sanctionnées par S. M. l'Empereur le 9 janvier; 2° les statuts de la Société du crédit mutuel de Novotorgi approuvés par le ministre des finances le 18 janvier; 3° les statuts des Associations de prêts et d'épargne des villages de Nicolaitienka (gouvernement de Kherson) et de Moschinskoié (gouvernement d'Olonez), approuvés par le ministre des finances le 18 janvier.

PARTIE NON OFFICIELLE.

S. M. l'Empereur a passé en revue le 12 février, à midi, sur la place du Palais, toutes les troupes cantonnées à St-Petersbourg et aux environs de la capitale. 44 1/2 bataillons d'infanterie, 34 1/2 escadrons de cavalerie, 106 canons et tout le train militaire étaient présents à cette revue, qui était commandée par S. A. I. M^{re} le grand-duc commandant en chef des troupes de la garde et de la circonscription militaire de St-Petersbourg.

S. M. l'Empereur est arrivé à la revue à midi précis. Après avoir parcouru le front des troupes Sa Majesté s'est arrêtée devant le palais et le défilé a commencé. Les régiments des chasseurs de la garde et de Finlande, ainsi que les trois bataillons des chasseurs de la garde, ont défilé au pas de course, la cavalerie et l'artillerie au trot, l'artillerie à pied, avec les servants montés sur les affûts et les caissons. Le train marchait au pas. La revue s'est terminée à 2 heures et a été suivie d'un dîner au palais offert à tous les commandants des divers détachements. (Invalide russe.)

— Le célèbre oculiste de St-Petersbourg, M. Ingé, a adressé à la direction de la Voie la lettre suivante:

« Le comité central de Berlin qui recueille les souscriptions pour le monument à élever au professeur Graefe, s'est adressé aux ophtalmologues russes pour solliciter leur concours. Après s'être constitués en comité local, les ophtalmologues se sont réunis, avec les représentants officiels de notre corps médical, chez le plus ancien des amis de Graefe, M. le docteur Carrel, médecin de la cour. Dans cette séance, M. Pelican, directeur du département de médecine, a déclaré qu'il était prêt à solliciter, par l'entremise de S. Exc. le ministre de l'intérieur, l'autorisation d'ouvrir à St-Petersbourg une souscription volontaire au profit du comité de Berlin. Je viens de recevoir, à la suite de cette offre, la communication suivante de M. Pelican: »

« S. M. l'Empereur, considérant que feu le professeur Albert de Graefe, de Berlin, décédé en 1870, a rendu par ses découvertes et ses services immenses, non seulement à l'ophtalmologie, mais encore à toute la science de la médecine, et a puissamment contribué à l'éducation scientifique de nos

ophtalmologues modernes, a autorisé, le 26 janvier 1873, l'ouverture en Russie d'une souscription volontaire parmi le public et parmi les médecins au service de l'Etat, pour le monument qu'on se propose d'élever à Berlin à la mémoire de ce savant. »

« En adressant à notre société l'invitation de prendre part à l'érection d'un monument destiné à perpétuer la mémoire d'un grand homme, il est tout naturel de rechercher qu'a été le but de sa vie morale et intellectuelle et quelle importance ses travaux ont eue pour la science et pour l'humanité. Résumer une pareille tâche en peu de mots n'est pas chose facile, mais il arrive que quelques courtes phrases prononcées par un grand homme servent à le caractériser bien mieux que ne saurait le faire la biographie la plus détaillée. Etant à même d'offrir à la société russe un document de ce genre, une lettre de Graefe à un médecin russe, je me bornerai donc à dire que parmi les pertes que déplore la société contemporaine, celle de Graefe a été une des plus sensibles. Il est rare qu'un esprit pénétrant et créateur s'allie à un tel point avec un cœur aimant et impressionnable, dirigé par une ferme volonté. Une réunion de dons pareils est le lot des rares élus qui paraissent de siècle en siècle sur notre terre. »

« A 24 ans Graefe était déjà un réformateur de la science et un des bienfaiteurs de l'humanité. Il resta à cette hauteur pendant vingt ans, c'est-à-dire jusqu'à la fin de sa vie, si courte et si utile, consacrée exclusivement à l'humanité souffrante. La lettre suivante de Graefe à cet égard écrite peu de temps avant sa mort, en réponse à une lettre qui lui annonçait une récompense accordée par S. M. l'Empereur à l'illustre savant: »

« Bien cher ami! Il faudrait être bien insensible pour ne pas se sentir heureux, profondément touché et encouragé par la gracieuse récompense que votre Souverain vient de m'accorder et par la forme dans laquelle elle a été accordée. Mon ambition n'est pas assez grande pour ne pas reconnaître que c'est à votre amitié que je dois cette grâce souveraine, ainsi qu'à vos renseignements que vous avez soumis à votre auguste Monarque. Cela me rend cette récompense encore plus chère, car elle me rappelle le meilleur présent que le Ciel puisse nous faire sur la rude chemine de la vie: les chaudes sympathies de quelques nobles personnalités. Ce don nous fait oublier l'ingratitude de ceux qui nous doivent leur bonheur, et il nous garantit de la misanthropie qui nous envahit contre notre volonté, grâce à cette ingratitude. »

« Je ne puis ne pas convenir de la justesse de ce passage de votre bonne lettre par lequel vous caractérisez si bien le côté de mes travaux auquel j'ai surtout consacré mes forces. Je veux parler de l'enseignement académique. Si la volonté constitue un mérite, le mien, si insignifiant qu'il soit, doit être cherché dans mon enseignement. Les quelques découvertes dont j'ai pu enrichir la science sont venues me trouver d'une manière inattendue, presque par hasard. Je les ai faites en route, en voiture, dans les moments où je songeais aux nouvelles opérations qui se présentaient à moi, de sorte que je ne puis même pas dire qu'elles ont été le résultat d'un travail de l'esprit plus ou moins opiniâtre. La méthode d'enseignement est bien autre chose! Il s'agit ici de propager des notions peu connues, même dans la littérature scientifique. C'est à ce dernier genre d'activité que j'ai consacré toutes mes forces, tout mon temps et enfin toute ma santé. »

« Malade comme je suis, me sentant à peine capable de me traîner jusqu'à ma chaire de professeur, je suis cependant soutenu et raffermi par la conviction profonde que mes forces ont été dépensées à une noble tâche, que ces longues heures de mon labeur, qui ont épuisé ma santé, seront utiles aux autres, et que leur donnant des idées justes sur la science — que je cultive et en leur inspirant le dévouement nécessaire à leur tâche. »

« Je suis surtout heureux de pouvoir vous dire que les initiateurs de la science russe ne sont point restés étrangers aux fruits que mon labeur peut rapporter. Je vous le dis avec un plaisir d'autant plus sincère que je suis convaincu intimement du grand rôle que la Russie doit jouer dans l'avenir de la science. C'est surtout sous ce rapport que je me sens profondément touché de la récompense qui m'est accordée par Sa Majesté Impériale et annoncée d'une manière si flatteuse par votre entremise. »

« Honneur et gloire éternelle au grand homme qui croyait, comme nous le croyons, au grand avenir scientifique de la Russie! »

« JUNG, professeur de médecine. »

— D'après le *Peterbourgsky Listok*, on projette de fonder une Société de débits de thé, ayant pour but de propager en Russie, et surtout dans les villages, des établissements de ce genre, qui peuvent faire une concurrence si bienfaisante aux débits d'eau de vie. La Société que nous citons croit d'avoir que la Société projetée possède déjà les fonds nécessaires pour son entreprise et que le projet de ses statuts est entre les mains de l'autorité compétente.

— Nos confrères de la presse russe annoncent aujourd'hui que lundi passé, sur l'ordre émané du tribunal militaire de l'arrondissement de St-Petersbourg, il a été procédé à l'arrestation de MM. le colonel Kheblnikow, le capitaine Schatow 1^{er}, les capitaines en second Koechely et Schatow 2^{es} et les lieutenants Popow et Sichevinsky, de la 1^{re} batterie d'artillerie montée de la garde. M. le colonel Kheblnikow est soumis aux arrêts à domicile; les autres officiers sont internés dans des corps de garde.

On se rappelle sans doute que ces officiers ont été signalés par le tribunal militaire, dans le procès du capitaine en second Kvitinsky, comme ayant commis des actes irréguliers et contraires à la loi.

— On lit dans la Voie: »

« Lundi, 12 février, à l'occasion du bénéfice de M^{me} Adeline Patti, la salle du Grand-Thé-

tre a été témoin d'un triomphe comme elle n'en a jamais vu. Inutile de dire que la salle était plus que comble. Chaque note, chaque geste de la bénéficiaire étaient suivis de cris d'enthousiasme et d'applaudissements indescriptibles. On a offert à M^{me} Patti quatre ou cinq gigantesques corbeilles de fleurs, une dizaine de bouquets d'une dimension démesurée, deux énormes couronnes de laurier dont une encastrant une lyre en or, et l'autre avec le chiffre de la diva, et enfin un diadème composé de grandes étoiles en diamants. A la fin du spectacle une pluie de bouquets et de couronnes est venue inonder la scène. On dit qu'il y en avait trois cents. Impossible de compter les rappels. L'artiste, vivement émue, ne savait plus comment remercier le public; elle saluait, prodiguait ses plus charmants sourires, envoyait des baisers. Enfin, malgré la fatigue qui la devait l'acabler, elle a pris la résolution de prouver sa reconnaissance d'une manière toute particulière; elle est venue chanter le *Coconelli* de St-Petersbourg et de Moscou. Pendant tout le spectacle, M^{me} Patti semblait avoir pris le parti d'étaler toutes les richesses de sa voix, et, du commencement jusqu'à la fin, elle a tenu la salle sous le charme de son incomparable talent. »

— Bulletin de la variole à St-Petersbourg le 12 février 1873:

	Sexe masc.	Sexe fem.	Total.
Malades au 12 février	125	55	180
Cas nouveaux	2	5	7
Guérisons	8	5	13
Décès	1	2	3
Il restait en traitement au 13 février	118	55	171
Total depuis l'apparition de la variole (du 1 ^{er} avril 1872 au 13 février 1873):			
Cas	3266	1864	5130
Guérisons	2104	1126	3230
Décès	1070	659	1729

(Gazette de police de St-Petersbourg.)

Nous trouvons dans le dernier numéro du *Journal du ministère de l'instruction publique* un aperçu des travaux de ce ministère pendant l'année 1872 et nous lui empruntons les données suivantes:

Universités et établissements supérieurs d'instruction. — La sollicitude du ministère s'est particulièrement attachée, pendant l'année qui vient de s'écouler, à développer l'activité scientifique et classique des établissements supérieurs d'instruction, à préparer des professeurs capables de remplir les chaires du haut enseignement, à encourager les sociétés scientifiques attachées aux universités, et à augmenter et améliorer les établissements auxiliaires d'instruction publique.

Pendant le cours de l'année dernière, plusieurs chaires de l'enseignement supérieur ont été pourvues de professeurs munis du brevet de docteur, et un certain nombre de jeunes gens ont été admis à l'enseignement en médecine, — ont été envoyés à l'étranger pour s'y perfectionner dans leur spécialité. Quelques-uns d'entre eux ont été ensuite désignés à des chaires dépendantes de l'université, et non encore occupées. L'enseignement des langues anciennes a présenté quelques difficultés, par suite du petit nombre de maîtres; pour y remédier, on a appelé à remplir ces chaires de jeunes professeurs étrangers, et particulièrement d'origine slave.

En vue de préparer pour l'avenir une pépinière de maîtres capables, un certain nombre d'élèves ayant achevé leurs études avec distinction à l'université de Varsovie ont été désignés pour y rester encore deux ans sous la direction des professeurs, et envoyés ensuite à l'étranger afin de se préparer à la carrière pédagogique.

Plusieurs sociétés scientifiques ont ajouté leur bienfaisante influence à l'action tutélaire des universités: entre autres la Société de physique, dépendante de l'université de St-Petersbourg (1), et la Société des sciences expérimentales, près l'université de Kharkov (ayant pour but l'élucidation de questions se rattachant aux sciences physiques, chimiques et médicales). Quelques autres sociétés ont reçu du ministère, soit des règlements nouveaux ou plus étendus, — soit des encouragements.

En raison de l'accroissement du nombre des élèves et des exigences de l'enseignement moderne, il est devenu nécessaire de suppléer à l'insuffisance des sommes fixées pour la fondation et l'entretien d'établissements auxiliaires d'instruction près des universités. Des sommes importantes ont été affectées à cet usage, ainsi qu'à l'entretien des bâtiments universitaires, et réparties entre diverses localités.

Pour attirer les étudiants vers des occupations scientifiques solides, indépendamment des cours quotidiens auxquels ils assistent, il a été créé dans toutes les universités des occupations spéciales libres sous la direction des professeurs. Dans le même but, on a soumis à l'examen des conseils universitaires les règlements actuels des universités, dont quelques parties ont paru susceptibles d'amélioration, en leur recommandant d'avoir surtout en vue le plus grand développement possible de l'enseignement scientifique dans toutes ses branches, et l'avantage des nombreux auditeurs qui doivent recevoir dans nos universités les plus hauts enseignements de la science.

Sans parler des autres établissements supérieurs d'instruction, l'Institut impérial historique-philologique a fourni à lui seul l'année dernière 22 maîtres aux gymnases, ce qui permet de fonder sur cet établissement de grandes espérances pour l'avenir.

Ecoles professionnelles (réelles). — L'évolution capital de l'année 1872, dans le département de l'instruction publique, a été sans contredit la sanction par S. M. l'Empereur du règlement des écoles professionnelles (réelles) dont le projet avait été présenté à l'examen du conseil de l'Empire en 1871. Par cette

(1) La Société ethnographique de Moscou, qui a pris l'initiative de l'exposition polytechnique de

mesure une importante réforme a été accomplie dans l'enseignement, et une destination spéciale a été assignée aux écoles professionnelles. Tandis que les études théoriques et classiques resteront l'appanage des gymnases, — aux écoles professionnelles sera désormais dévolue la tâche de diriger l'enseignement général vers un but pratique, en vue de préparer la jeunesse à une féconde activité dans les différentes branches du commerce et de l'industrie. En conséquence, l'étude des diverses sciences — et notamment de la physique, de la chimie, de la mécanique et du dessin, — est spécialement dirigée vers l'application appropriée à la destination et aux capacités des élèves, lesquels, arrivés dans les hautes classes, peuvent choisir la branche d'études qui s'adapte le mieux à leurs futures occupations. Grâce à cette heureuse réforme, on peut espérer de voir diminuer le nombre des éducations inachevées, — écueils des familles et de la société. — Le cours des études d'un an, — et dans quelques divisions de deux ans — plus court que celui des gymnases, et même le cours des quatre premières années forme un ensemble d'études déjà suffisamment complet.

Peu après la fondation des écoles professionnelles un membre du ministère a été délégué auprès des curateurs des divers arrondissements scolaires et des circonscriptions du ministère de l'instruction publique pour être adressé, afin d'élucider les différentes parties du nouveau règlement et d'en faciliter la mise à exécution, ainsi que la transformation des anciens gymnases pratiques en écoles professionnelles, — mesure qui a puissamment contribué à la prompt réalisation de cette réforme, en prévenant tout malentendu, de sorte que la transformation s'est opérée sans secousse.

Aussitôt après la publication du nouveau règlement et des programmes d'enseignement, une quarantaine d'assemblées provinciales ont sollicité l'introduction dans leurs localités d'écoles professionnelles, en assignant des sommes plus ou moins importantes à leur fondation et à leur entretien, et il a été décidé que leurs demandes seraient prises en considération; on peut même dès à présent espérer que le nombre de ces établissements s'élèvera bientôt à 27.

Enfin le règlement a permis la suppression des classes inférieures partout où se trouvent déjà d'autres écoles pouvant y suppléer, et plusieurs localités ont profité de cette facilité.

Gymnases. — Aux termes du § 2 du nouveau règlement des gymnases et progymnases, qui comptent déjà une année d'existence, — il n'aurait pas dû y avoir d'épreuves de sortie en 1872, attendu que le cours de la VII^e et dernière année devra à l'avenir se composer de deux années d'études. Toutefois, afin de ne pas apporter d'obstacle à l'entrée des élèves à l'université, il a été, pour cette fois seulement, dérogé aux dispositions de ce paragraphe, à la condition qu'il ne serait délivré de certificat de sortie qu'aux élèves qui se seraient le plus distingués; et cependant il a été constaté que le nombre des élèves sortis vainqueurs des épreuves a été dans l'ensemble de 22 0/0.

D'après le compte-rendu publié par le *Journal de l'instruction publique*, il est facile de se convaincre: 1° que les épreuves de sortie dans les gymnases, malgré les conditions exceptionnelles dans lesquelles elles ont eu lieu, ne se sont pas distinguées par leur sévérité; 2° que le ministère se fera un devoir à l'avenir de maintenir la loi dans toute sa rigueur; 3° que les élèves comprennent eux-mêmes l'utilité pour eux de cette disposition, puisque sur le nombre de ceux qui ont échoué, 7 0/0 seulement ont renoncé à finir le cours du gymnase.

Des règles relatives aux examens d'admission, de promotion et de sortie des élèves ont été établies et confirmées par le ministère de l'instruction publique le 3 décembre 1872. Une instruction édictant ces règles a été adressée à tous les arrondissements scolaires. Cette instruction a pour but: 1° de donner une plus grande importance au zèle et à l'application des élèves en classe; 2° d'abréger la durée des épreuves afin de ménager un temps plus utilement employable pour les études; 3° d'atténuer l'inconvénient de préparations hâtives et forcées en vue des examens, en concentrant les épreuves sur les principaux objets du cours; 4° d'attacher une importance particulière à la moralité des élèves, et d'attirer l'attention des examinateurs sur l'indication de la mesure dans laquelle les élèves sont aptes à suivre les cours des classes supérieures ou de l'université. Enfin, pour obtenir le certificat de sortie, les élèves doivent subir un examen général sur tous les objets du cours complet d'études.

Des plans d'études pour le cours des gymnases et des instructions fixant l'ordre intérieur des pensions qui en dépendent ont été élaborés, confirmés par le ministère et remis, — les premiers à tous les arrondissements scolaires, — les seconds aux comités économiques des gymnases et progymnases; et sont déjà parvenus à leur destination. Dans l'élaboration de ces plans on a eu en vue: 1° de faire concorder l'enseignement de chaque objet avec le nombre de leçons qui lui est assigné, avec les forces des élèves pour chaque classe et l'importance relative de chaque objet dans le plan général des études; 2° de répartir d'une manière convenable le matériel de l'enseignement pour chaque classe; 3° de préciser la constitution de ce matériel, en allégeant de tout ce qui, sans être d'une utilité réelle pour les élèves, ne constitue que des difficultés scolastiques; 4° de donner aux maîtres quelques indications sur le meilleur emploi du temps, et quelques éclaircissements didactiques et méthodiques sur certains objets moins précis. Indépendamment des autres résultats bienfaisants de ces plans, — notamment l'unification de l'enseignement, — ils constituent une sorte de manuel-type qui servira de base à l'enseignement dans tous les autres établissements.

Bien que la carrière de l'enseignement soit encore peu attrayante, relativement à tant d'autres, plus largement rémunérés, on a cependant trouvé de bons maîtres, même pour les

langues anciennes (et l'Institut historique-philologique à lui seul en a fourni 22).

L'importance croissante acquise dès à présent aux gymnases, grâce à leur nouvelle organisation, s'est affirmée par le nombre considérable d'élèves qui se sont présentés à l'admission, de sorte que sur la totalité des élèves reçus à l'examen, 9 1/2 0/0 n'ont pu être admis faute de place; il devient donc urgent d'augmenter le nombre de ces établissements, qui du reste s'est accru de 5 nouveaux en 1872.

Gymnases, progymnases et écoles de filles. — Ces établissements se divisent en deux catégories: les uns exclusivement entretenus aux frais du trésor, ayant leurs règlements particuliers, et soumis à la direction immédiate du ministère de l'instruction publique; et les autres, — en plus grand nombre, — ayant un règlement commun, ne recevant qu'une faible subvention, et dont l'excédant des dépenses est converti par des sommes provenant des zemstvos, de dons particuliers, et de la rétribution des élèves. Ces derniers sont dirigés par des conseils de curatelle présidés par les curateurs des arrondissements scolaires.

Des sommes importantes ont été assignées à l'entretien de ces établissements (150,000 r. pour l'année prochaine), afin de leur donner la possibilité de choisir de bons maîtres, et d'améliorer toutes les conditions de leur enseignement.

Ecoles urbaines. — L'insuffisance des moyens d'instruction dont disposent les écoles de district, — seuls établissements où la population indigente locale puisse recevoir quelques éléments d'instruction, — a déjà été reconnue par la direction supérieure de l'enseignement; aussi a-t-elle pris des mesures pour transformer les anciennes écoles de district en écoles urbaines répondant mieux aux exigences d'une instruction élémentaire complète. Avec un règlement commun pour le cours d'enseignement, elles peuvent avoir un nombre différent de classes, — de une à quatre, — selon les besoins des localités, en conservant les mêmes objets d'enseignement, admis dans chaque classe par un seul maître, (1) système qui, à part l'économie qu'il réalise, a l'avantage de centraliser l'enseignement et d'investir le maître d'une grande autorité morale, ce qui constitue l'un des plus puissants mobiles au point de vue pédagogique.

La transformation des écoles de district en écoles urbaines doit se faire progressivement, en rapport avec le nombre des maîtres disponibles; car l'expérience a démontré que sans un nombre suffisant de bons maîtres, les écoles ne peuvent donner aucuns résultats. Aussi un projet de fondation d'un institut pédagogique pour la formation de maîtres a-t-il été soumis à la sanction suprême. La promulgation du règlement sur les écoles urbaines a complété la réforme de l'instruction élémentaire, générale, si importante pour les populations urbaines.

Ecoles primaires populaires. — S'inspirant de la conviction que les progrès de l'instruction populaire dépendent d'un nombre suffisant de maîtres bien préparés, et d'un contrôle exercé sur la marche de leur développement, le ministère de l'instruction publique a apporté une attention particulière à la réalisation de ces conditions.

Quant à la préparation des maîtres, il a été fondé en 1872 13 séminaires pédagogiques, aux frais de l'Etat, ce qui porte leur total à 30; et il en sera sans doute créé d'autres ultérieurement dans les localités qui n'en sont pas encore pourvues.

On a facilité l'accès de ces séminaires aux jeunes gens appartenant à la population rurale, comme étant plus aptes à remplir la mission qui leur incombe.

Des réunions d'instituteurs dans le but de perfectionner les méthodes d'enseignement ont eu lieu dans 47 localités, avec l'approbation du ministère et sous la surveillance des inspecteurs des écoles primaires et la direction de pédagogues expérimentés.

Un insuffisance des fonds affectés à l'entretien des écoles primaires populaires, le ministère a sollicité et obtenu du trésor des sommes importantes pour la même destination. De là la nécessité d'un contrôle actif et régulier, qui l'année dernière a été renforcé par l'adjonction d'un inspecteur provincial.

L'expérience ayant démontré qu'un inspecteur par gouvernement était insuffisant — surtout en présence du nombre croissant des écoles populaires, — il serait désirable que la direction de ces écoles fût confiée dans chaque gouvernement à un directeur assisté de 4 inspecteurs. En outre, les conseils scolaires de gouvernement doivent être soumis, — selon l'avis du ministère, — aux curateurs, et avoir sous leur dépendance les conseils de district. La présidence des premiers sera dévolue aux directeurs, et celle des seconds, aux inspecteurs des écoles.

Il résulte de cet aperçu que le problème de l'organisation des écoles primaires populaires est encore loin d'être résolu, mais grâce à l'active sollicitude du ministère, il est permis d'espérer qu'il recevra bientôt une complète solution. L'un des plus sûrs moyens pour y arriver serait l'introduction progressive de l'enseignement primaire obligatoire, qui serait un puissant moyen de propagation de l'instruction dans toutes les classes de la société. Sans s'opposer à l'introduction de ce système, le ministère estime toutefois qu'il ne saurait être appliqué que dans les localités où il existe un nombre suffisant d'écoles primaires et d'instituteurs capables. Ces éléments, qu'on ne rencontrerait que difficilement dans l'intérieur, se trouvant au contraire en profusion dans nos grandes villes, et notamment dans nos deux capitales, il y aurait opportunité à y adapter d'abord l'essai de ce système. Il en résulterait tout d'abord, entre autres bienfaits, celui d'attirer vers le travail une foule d'enfants livrés à l'oisiveté et aux vices qu'elle engendre, et qui pourraient ainsi devenir des membres utiles de la société. Après cette première épreuve, il serait facile de la renouveler dans d'autres villes, et de la propager dans la mesure de l'accroissement du nombre des écoles primaires.

(1) Sauf la religion; enseignée par un prêtre orthodoxe.

res. C'est pour cela que le ministre s'occupe de réunir toutes les données statistiques se rapportant à la situation scolaire des deux capitales et des moyens les plus propres à y introduire l'enseignement primaire obligatoire.

NOUVELLES DE L'EXTÉRIEUR.

La séance du 22 février de l'Assemblée Nationale de Versailles a été absolument nulle. Après d'assez longs débats sur l'opportunité de procéder à la discussion de deux projets de loi, l'un relatif à un supplément de frais de police pour la ville de Lyon et l'autre concernant le monopole de la vente des allumettes, — la Chambre a décidé qu'il y avait lieu d'ajourner la discussion de ces deux projets.

Le cinquième collège électoral de la ville de Rome va procéder à une élection à la députation. Le fait qui a amené cette élection est présenté de telle façon que nous croyons devoir le mentionner à cette place. Le duc de Sermoneta, nommé par la cinquième circonscription, sous les auspices du ministère actuel, s'est séparé de ce dernier pour passer dans le camp de l'opposition et, afin d'éviter le reproche de trahir son mandat, il a donné sa démission. Ainsi, en se présentant de nouveau devant ses anciens électeurs, il soumet sa conduite à leur jugement. Le duc de Sermoneta s'est cru obligé de prendre une attitude d'opposition contre le cabinet parce que le ministre des finances a exigé que l'administration de l'octroi de Rome payât, deux fois la taxe sur la mouture. L'administration municipale a appelé de cette décision ministérielle aux tribunaux, qui l'ont annulée, mais la cour de cassation l'a confirmée, et c'est après le prononcé de ce dernier jugement que le duc a donné sa démission. Les organes républicains se prononcent tous pour la réélection du député démissionnaire et le sentiment général est, que s'il obtenait les suffrages de ses électeurs, cette décision du cinquième collège de Rome serait un grave échec pour le ministère.

Le Grand-Conseil du canton de Genève a terminé le 19 février la discussion du projet de loi sur l'organisation du culte catholique et a voté définitivement ce projet à la majorité de 77 voix contre 8. La séance, dont les débats ont été très-animés, pour ne pas dire passionnés, a été marquée en outre par deux incidents, qui, à vrai dire, n'étaient guère de nature à calmer les esprits déjà surexcités. Ces incidents ont surgi à la suite de deux protestations, l'une émanant du clergé de Genève et ayant pour objet l'expulsion de M. Mermillod, — l'autre, signée par une trentaine de maires, d'adjoints et de conseillers municipaux de communes catholiques, et invitant le Grand-Conseil à ne point voter la loi sur l'organisation du culte catholique. Ces deux documents étaient conçus en termes très-énergiques, surtout le premier, dans lequel il était dit, par exemple, que la mesure prise contre M. Mermillod sera « une flétrissure pour ceux qui l'ont accomplie. »

Après une joute oratoire assez ardente entre M. James Fazy, — qui a contesté au Conseil fédéral le droit de faire expulser un citoyen genevois, — et M. Carteret, conseiller d'Etat, qui a défendu la mesure, l'assemblée a passé à l'ordre du jour, par 90 voix contre 6, sur la protestation du clergé de Genève, non sans protester à son tour contre la prétention des signataires, de se poser en « clergé de Genève » et de faire en cela abstraction complète des autres cultes.

Quant à la protestation des maires, qui l'ont signée, non pas comme tels, mais comme simples particuliers, le Grand-Conseil a décidé qu'elle serait déposée sur le bureau de l'assemblée, à titre de renseignement.

Après ces deux incidents, l'assemblée a repris la discussion du projet de loi sur l'organisation du culte catholique. M. Fazy est revenu à sa proposition, repoussée déjà, de la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat, et, comme il a cru devoir prendre à partie M. le président de la Confédération, au sujet du bannissement de M. Mermillod, et lui en imputer toute la responsabilité, M. Vautier, président du conseil d'Etat, a vivement relevé cette insinuation et a déclaré que ce n'est point M. Cérésolo seul qui a pris la décision d'expulsion, mais que c'est le Conseil fédéral entier, et à l'unanimité de ses membres. « La personne responsable de tout ce conflit, a ajouté M. Vautier, ce n'est pas à Berne qu'il faut la chercher, comme le prétend M. Fazy; elle est beaucoup plus près de Genève: elle est à Frenex! »

La séance s'est terminée par le vote définitif de la loi sur l'organisation du culte catholique.

UNE DEMOISELLE de bonne famille, élevée de Liège, désire une famille distinguée de St-Petersbourg. S'adresser aux initiales B. 9086 à l'expédition d'annonces de Rodolphe Mosse, Berlin. R. M. 429

A LOUER logement confortablement meublé, quatre pièces, antichambre et cuisine. S'adresser Petite Morskaja, maison n° 5, logement n° 1. 425

A VENDRE

une voiture en très bon état pour 350 r. S'adresser Petite Morskaja, maison n° 5, log. n° 1. 424

POMMADE BLANCHE
EAU NEOGENE

DU DOCTEUR WILLIAM NORTH
pour rendre progressivement aux cheveux leur nuance primitive.
La pommade blanche ne tache pas la peau, calme les démangeaisons, en outre elle est très agréable pour l'usage de la toilette. O.P. 391
Parfumerie Orientale, 3, rue Bergère, Paris.

SIROP ET PATE DE NAFÉ
DE DELANGRENIER
DE PARIS

contre la toux, les rhumes, la coqueluche et les irritations de poitrine. 908
Dépôts dans toutes les pharmacies de la Russie.

A LOUER 2 grandes chambres meublées, salon, cabinet, toilettes, baignoire, log. n° 14. 412

VICHY
Adm. : Paris, 92, Boulevard Montmartre.
Pastilles digestives fabriquées à Vichy avec les sels extraits des Sources. Elles sont d'un goût agréable et d'un effet certain contre les maux de tête, les indigestions, les diarrhées, les coliques, les flatulences, les hémorrhagies, les congestions, les affections nerveuses, les affections chroniques, les affections aiguës, les affections mentales. — Le Dr HUNNIUS continue à résider à Hapsal et est toujours prêt à procurer des logements à ses clients.

CIRQUE HINNÉ
PLACE MICHEL.
Aujourd'hui jeudi 15 février
DEUX GRANDES REPRESENTATIONS
La première à une heure après-midi, la deuxième à sept heures et demie.
Demain, vendredi 16 et jusqu'à dimanche 18 février inclusivement, chaque jour deux grandes représentations. La 1^{re} commencera à une heure, la 2^{me} à 7 h. 1/2.
Vendredi dernier début de M. Djalm.
Le clown Magrini avec ses chiens dressés restera encore 4 jours ici.
Le directeur Ch. Hinné.

MELANOGENE.
TINTURE PAR EXCELLENCE
DE COULEUR
AINE DE ROUEN.
Pour teindre à la minute en toutes nuances les cheveux et la barbe sans danger pour la peau et sans aucune odeur. — Cette teinture est supérieure à toutes celles employées jusqu'à ce jour. — Dépôt principal chez M. A. Rouzouff, au Gostin-Dvor, à St-Petersbourg; chez les principaux parfumeurs de Russie. O.P. 389

BAINS DE HAPSAL
Saison : de mai jusqu'à la fin d'août.
Indiqués pour les maladies suivantes : scrofules, rhumatisme, goutte, pâles couleurs, affections chroniques, ulcères, abcès, — ainsi que pour accélérer la convalescence. — Défendus dans les cas de : phthisie pulmonaire, hémorrhagies, congestions aiguës et maladies mentales. — Le Dr HUNNIUS continue à résider à Hapsal et est toujours prêt à procurer des logements à ses clients.

ROB BOYVEAU-LAFFECTEUR
du docteur GIRAUDOU DE SAINT-GERVAIS.
Sirop dépuratif de composition entièrement végétale
employé, selon l'ordonnance des médecins, contre les maladies provenant d'un vice du sang ou des humeurs.

Dépôts : St-Petersbourg, Société des pharmaciens russes, Hauff, Stoll et Schmidt, Rulovitch et Holm, F. Mannasewitz, — Moscou, Mattheisen, Ch. Ferrein, Forbischer, — Berdizov, Zilinski, — Brody, Franco, — Kharikov, Freidling, — Oranien, Rody, — Hambourg, Götthel-Voss, — Jassy, Lochmann, — Ibraïla, Arghir Angelo, — Kien, Marcinzyk frères, — Kurek, Schiele, — Odessa, Lemme et Kornstein, Kæstner et Fiskorski, D. G. Dialekmenko, — Riga, Neese, — Serge-Possad, Sverens, — Tambou, Werner, — Zagorod, Hambourg, — Ytids, Smidt, — Varsovie, Galle, Mrozowski, — ENTREPRENEUR GÉNÉRAL, 12, rue Richer, à Paris. O.P. 37

LEÇONS de littérature française données par une Française pour le compte de premier ordre. S'adresser au bureau du journal, Librairie Mellier, sous les initiales B. A. 271

UNE DAME anglaise distinguée, connaissant le français et la musique, vient d'arriver de Londres et désire avoir une place d'institutrice dans une bonne famille. S'adr. par lettre C.B. Libr. Anglaise, 10, place de l'Amirauté. 494

UNE dame anglaise de bonne famille, nouvellement arrivée, désire trouver un engagement auprès de l'un ou deux grandes demoiselles comme dame de compagnie; elle est excellente musicienne et très bonne caissière; ayant fait ses études en Italie et à Paris, elle parle et peut enseigner trois langues. Libr. Anglaise, place de l'Amirauté, int. C.L. 485

LE CÉLÈBRE BABY-ARTIST

la petite virtuose de six ans, partira aussitôt après les fêtes, et si on désire l'entendre sur le violon et le piano elle acceptera des invitations. — S'adresser rue des Officiers, m. Serebriakow, 33, log. 25. 441

COMPAGNIE D'ASSURANCE

„YAKOR“ (L'ANCRE)

A MOSCOU

Capital de fondation et effectif de la Société
2,500,000 R.

La Direction de la Compagnie d'assurance « Yakor » à Moscou, à l'honneur de porter à la connaissance du public, que M. Edouard Schwartz à St-Petersbourg, est nommé **agent principal de la Compagnie.**

Moscou, février 1873.

Les directeurs : E. Baranovsky.

N. Iliine.

Le gérant : D. Sienkiéwicz.

En vertu de l'annonce ci-dessus de la Direction de la Compagnie d'assurance « Yakor » j'ai l'honneur d'informer le public qu'à dater de ce jour j'accepte des assurances contre l'incendie, ainsi que des assurances des transports, tous les jours de 9 h. du matin à 4 h. de l'après-midi, au comptoir de l'agence principale de la Compagnie, Petite Morskaja, n° 4.

St-Petersbourg, le 1^{er} février 1873.

444

E. A. Schwartz.

COMPAGNIE RUSSE D'ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE

FONDÉE EN 1827.

Dimanche 4 février 1873 a eu lieu l'assemblée générale de MM. les actionnaires de la Compagnie russe d'assurances contre l'incendie fondée en 1827. La séance a été ouverte par le discours suivant, prononcé par un des directeurs :

Messieurs,

Conformément au § 43 des statuts de la Compagnie nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation le compte-rendu pour l'année écoulée. Les divers articles de ce compte-rendu se réduisent aux chiffres suivants :

RECETTES :

Fonds des primes réservées pour 1872	r. 616,495	13 c.
Recettes des primes pour 1872	r. 3,024,979	84 c.
A déduire : primes payées aux réassureurs	1,453,811	34
Reçu en primes d'assurances, net.	1,571,168	50
Intérêts des capitaux.	287,459	26
Affecté au profit de la Compagnie après règlement définitif d'anciens comptes de sinistres	27,255	32
Total des recettes	r. 2,502,378	21 c.

DÉPENSES :

Sinistres payés en 1872.	r. 1,887,513	48 c.
A déduire : quote-part des réassureurs	1,031,179	66
Frais d'administration	856,333	82 c.
A prévoir pour perte de sommes dues par d'anciens agents de la Compagnie	323,313	45
Fonds des primes réservées pour 1873	10,000	
	707,025	83
Total des dépenses	r. 1,896,673	10 c.
Bénéfice net	r. 605,705	11 c.

Sur les chiffres susmentionnés vous remarquerez, entre autres, que les sinistres en 1872 se sont élevés à 856,333 r. 82 c., c'est-à-dire à 67,873 r. 20 c. de plus qu'en 1871, et que malgré cela nous avons obtenu un bénéfice net pour l'année écoulée de 605,705 r. 11 c. par conséquent de 130,150 r. 5 c. de plus qu'en 1871.

Après déduction, sur le bénéfice net précité, conformément à notre décision du 6 février dernier, de 15,146 r. 13 c. pour l'amortissement de la valeur des fonds, il reste 590,558 r. 98 c. dont nous vous proposons de distribuer 580,000 r. pour dividendes, soit 58 r. par action; quant à l'emploi des 10,558 r. 98 c. restants, nous croyons de notre devoir, messieurs, de vous soumettre les considérations suivantes :

D'après le compte-rendu que nous venons de vous présenter, vous avez pu voir que nos affaires, malgré la concurrence de plus en plus active de nouvelles Compagnies d'assurance pendant ces dernières années, n'ont cessé de prospérer. Nous jugeons, en même temps, à propos de vous assurer que pour concourir à cette augmentation avantageuse de nos affaires, (bien qu'en certains cas une diminution de primes a été accordée par nous) nous ne nous sommes jamais permis d'employer des moyens artificiels; au contraire nous nous sommes efforcés et nous nous efforçons de ne pas nous écarter de ces mesures de prudence, éprouvées par l'expérience, et qui seules peuvent servir, tant aux actionnaires qu'aux assurés, de garantie contre toute éventualité et pertes irréparables. Le succès de nos opérations nous donne l'entière conviction que le public, de son côté, entend bien l'avantage que lui offre une Compagnie disposant d'un grand capital effectivement versé, et nous sommes persuadés que, sans imiter l'exemple d'au-

tres Compagnies, qui travaillent non sans succès et avec un capital moindre, nous devons persévérer sur le terrain solide où nous nous trouvons. La raison demande cependant que, relativement à l'augmentation annuelle du capital de réserve, une sage restriction soit observée. Actuellement notre capital de réserve conjointement avec le montant des primes réservées, — le dernier augmenté cette année de 90,530 r. 70 c. — s'élève à 1,240,795 r. 67 c. Cette somme, avec le capital de fondation intact de 4 millions de roubles, est tellement considérable, que l'augmenter encore serait priver inutilement les actionnaires d'une part du dividende. Cependant il se présente un besoin à la satisfaction duquel un léger sacrifice apporté de la part de MM. les actionnaires pourrait procurer de grands avantages. Vous savez, messieurs, par suite de la concurrence de diverses Compagnies, combien est grande actuellement la demande de personnes capables et combien sont séduisantes les propositions faites à des personnes qui ont acquis la pratique et l'expérience des affaires publiques. Nous pouvons nous louer de posséder un personnel d'employés très-habile. L'équité nous oblige à le reconnaître et à estimer des services dont dépendent en grande partie les bonnes dispositions et la confiance du public à notre égard. Le procédé le plus sûr et le plus efficace de conserver toujours des collaborateurs intelligents et capables, est de leur offrir une garantie, si faible qu'elle soit, pour le temps de la vieillesse et pour les cas de besoins extraordinaires. C'est dans ce but que des employés de la Compagnie ont eu la pensée de fonder, au moyen de versements, une caisse de retraite d'avances. Nous avons décidé, Messieurs, de vous prior de concourir à cette bonne œuvre par un versement unique à cette caisse, de dix mille roubles pris sur l'excédant des bénéfices de l'année dernière et de ne porter que les 558 r. 98 c. restants au capital de réserve. Nous avons résolu, Messieurs, de vous faire cette proposition, persuadés que vous l'adopterez avec faveur et que l'attention dont vous honorez vos employés, qui travaillent à votre profit, les stimulera à redoubler d'activité et de zèle.

La distribution du dividende commencera demain, 5 février.
Nous avons la douleur de vous faire part de la perte sensible que nous avons éprouvée l'année dernière : l'épidémie nous a enlevé un de nos directeurs, Robert Ivanovitch Anderson, en qui nous perdons un collaborateur zélé et habile, qui s'intéressait de toute son âme à nos affaires.

Veillez ensuite, messieurs, procéder à l'élection : 1^o de deux directeurs, l'un à la place du prince Dmitri Alexandrovitch Obolensky, sortant; l'autre à la place de Robert Ivanovitch Anderson, décédé; 2^o d'un candidat au poste de directeur, à la place du candidat sortant, le conseiller d'Etat actuel Théodore Gustavovitch Thörner.

Enfin nous vous engageons, conformément au § 43 des statuts de la Compagnie, à nommer cinq personnes dans votre sein chargées de la vérification de l'état effectif des capitaux de la Compagnie.

L'assemblée générale, conformément aux §§ 43 et 36 des statuts, approuvant le compte-rendu pour 1872 présenté par la direction et les propositions de celle-ci, concernant : 1^o la remise du dividende, les intérêts y compris, de 580,000 roubles, soit de 58 roubles par action, et 2^o l'allocation sur le reste du bénéfice net de 10,000 r. pour l'établissement d'une caisse de retraite et d'avances des employés servant à la direction de la Compagnie, et b. de 558 r. 98 c. au capital de réserve, — a passé aux élections : 1^o de cinq délégués chargés de la vérification de l'effectif des capitaux de la Compagnie : 2^o de directeurs, l'un à la place du prince Dmitri Alexandrovitch Obolensky, sortant, l'autre à la place de Robert Ivanovitch Anderson, décédé, et 3^o d'un candidat à la direction, à la place du candidat sortant, le conseiller d'Etat actuel Théodore Gustavovitch Thörner.

Le scrutin a donné les résultats suivants : ont été élus délégués chargés de la vérification de l'effectif des capitaux de la Compagnie, le lieutenant-général comte Eugène Yégorovitch Sievers, les conseillers d'Etat privés Eleazar Nikititch Smelsky et Pierre Petrovitch de Götze, le conseiller d'Etat actuel Paul Davydovitch Brajnukow et le négociant Auguste Adolphe Junker. Ensuite, à la majorité des voix, ont été élus directeurs : le prince Dmitri Alexandrovitch Obolensky et le négociant Oscar Carlovitch de Strahlborn, et candidat le négociant Henri Matvéievitch Anderson.

Les délégués chargés de la vérification de l'effectif des capitaux de la Compagnie, après en avoir fait la révision, les ont trouvés intégralement complets, ce dont ils ont dressé procès-verbal.

COMPTE-RENDU DE LA DIRECTION DE LA COMPAGNIE RUSSE D'ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE

FONDÉE EN 1827.

Du 1^{er} janvier 1872 au 1^{er} janvier 1873.

RECETTES.

Compte des primes réservées pour 1872 :	r. 616,495	13 c.
Porté à l'avoir de 1872.		
Compte des primes :		
Reçu en primes d'assurances	3,024,979	84
Débourssés pour réassurances	1,453,811	34
Compte des intérêts :		
Reçu en intérêts sur fonds russes	184,965	07
dit sur compte-courant avec la Banque de l'Etat	10,006	85
dit sur prêts contre garantie d'effets publics	75,769	29
Porté au compte des intérêts : valeur de l'immeuble 90,000 r. à 4 0/0	3,600	
dit fonds et billets de banque russes au 1 ^{er} janvier 1873	13,118	05
Compte des sinistres non réglés :		
Excédant en faveur de la Compagnie sur les sommes réservées pour des sinistres d'années précédentes et qui ont été régularisés en 1872.	27,255	32
	2,502,378	21

DÉPENSES.

Compte des sinistres :		
Sinistres pendant 1872	1,887,513	48
A déduire : quote-part des réassureurs	1,031,179	66
Compte des frais généraux :		
Frais d'administration	149,577	45
Payé aux architectes pour plans, inventaires et estimation	75,623	42
Commission et dépenses des agents en province	292,057	59
Rémunération aux directeurs conformément au § 17 des statuts	21,160	95
	538,419	41
Reçu en commission pour transfert de réassurances	253,849	22
Payé en commission pour réassurances acceptées	38,743	26
	215,105	96
	323,313	45
Compte des agents :		
Porté comme perte prévue pour sommes dues par d'anciens agents	10,000	
Compte des primes réservées pour 1873 :		
Primes réservées pour assurances non éconlées	707,025	83
	1,896,673	10
Bénéfice	605,705	11

De cette somme il a été porté :

Conformément à la décision de l'assemblée générale des actionnaires du 6 février 1872, pour la régularisation de la valeur des fonds

Il est proposé à l'assemblée générale de porter :

Au compte de dividende pour 1872 (58 r. par action)

Au compte du capital de réserve

Destiné à un but spécial

Le gérant d'affaires : A. Amburger.

Le teneur de livres : G. Boltenhagen.

Imprimerie THOMAS & WOSSOR (Journal de St-Petersbourg) Maximilianovsky pérouok; maison Dusan, n° 18.

BILAN au 1^{er} janvier 1873.

ACTIF.

Compte de la caisse :		
Espèces	r. 11,998	64
Compte de fonds russes :		
En fonds russes :		
630,700 — 6 0/0 emprunts divers.	valeur 630,700	>
94,800 — 5 1/2 0/0 rente.	87,392	25
1,811,200 — 5 0/0 emprunts divers.		
1,851,100 — 5 0/0 certificats de rachat	3,447,933	06
107,250 — 5 0/0 billets de banque.		
10,000 — 5 0/0 1 ^{er} emprunt intérieur à primes.	13,000	
10,000 — 5 0/0 2 ^e	10,971	56
879,500 — 4 0/0 finlandais.	824,897	50
r. 5,394,550	valeur 5,014,894	37
Intérêts sur les fonds jusqu'au 1 ^{er} janvier 1873.	75,769	29
	5,090,663	66

Compte de la Banque de l'Etat : En compte-courant. 308,281 61

Compte des prêts contre garantie d'effets publics portant intérêts : Avancé sur effets publics portant intérêts. 344,000 >

Compte de la maison de la Compagnie : Sa valeur actuelle. 90,000 >

Compte du mobilier de la Compagnie : Le mobilier des bureaux de la Compagnie. 3,000 >

Compte des agents de la Compagnie : Redoivent pour primes, taxes, frais et sommes mises à leur disposition pour paiement de sinistres. 62,121 05

Compte de diverses Compagnies d'assurances : Paiements non encore réglés par elles. 85,049 92

Compte des dividendes pour 1872 : Délivré pour la première moitié de 1872 sur 5,821 coupons à 8 r. 46,568 >

6,036,682 88

PASSIF.

Compte du capital de fondation : Capital social. 4,000,000 >

Compte du capital de réserve : En 1872. 533,321 84

Versements du compte des dividendes, conformément au § 7 des statuts. 448 >

Compte des primes réservées pour 1873 : Primes réservées pour 1873. 707,025 83

Compte des dividendes des années précédentes : Dividendes non réclamés. 24,457 >

Compte des profits et pertes : Bénéfice de l'année. 605,705 11

Compte des impôts à l'Etat : Redevances au profit du Trésor. 23,740 48

Compte des dépenses en 1872 : Reste à payer. 32,004 90

Compte des sinistres non réglés : A payer d'après l'estimation préalable. 109,979 72

6,036,682 88

L'original est signé par les Directeurs : Prince D. Obolensky, E. Blessig, F. Nouvel, A. Provorow.

447

L'éditeur responsable, A. E. Hons.